

Chloé Deligne
Chercheuse Qualifiée du FNRS
Université Libre de Bruxelles CP133/01
50 av. F. D. Roosevelt
B- 1050 Bruxelles

Titre : Une exposition sur l'eau à Bruxelles. Ce que l'histoire met en perspective.

Résumé :

Au départ du travail réalisé dans le cadre de l'exposition « Oh ! Ça ne coule pas de source » organisée au Musée bruxellois des Industries et du Travail en 2021-2022, cette note succincte propose de porter un regard distancié sur le système socio-hydrique bruxellois et de mettre en perspective les transformations qu'il connaît depuis une vingtaine d'années. Le coût croissant des infrastructures de l'eau (stations d'épuration, collecteurs d'eaux usées), couplé à la paupérisation d'une grande partie de la population bruxelloise, secoue profondément le modèle contemporain de gestion de l'eau quotidienne ébauché à partir de la fin du 19^e siècle et mis en œuvre principalement après la Seconde Guerre mondiale.

Summary

Based on work carried out in the context of the exhibition "Oh! Ça ne coule pas de source" organized at the *Musée bruxellois des Industries et du Travail* in 2021-2022, this brief note proposes to take a distanced look at Brussels' socio-hydric system and to put into perspective the transformations it has undergone over the last twenty years. The rising cost of water infrastructure (water treatment plants, sewers), coupled with the impoverishment of a large part of the Brussels population, is profoundly shaking up the contemporary model of « daily water » management, first sketched out at the end of the 19th century and implemented mainly after the Second World War.

Une exposition sur l'eau à Bruxelles. Ce que l'histoire met en perspective.

Au cours de l'année 2021-2022, l'exposition « Oh ! Ça ne coule pas de source » s'est tenue au Musée bruxellois des Industries et du Travail¹. Organisée à l'occasion du 130^e anniversaire de la société publique de distribution d'eau en Région bruxelloise, aujourd'hui dénommée Vivaqua, cette exposition avait pour objectif de faire découvrir à un large public l'histoire et le présent de l'eau quotidienne (c'est-à-dire l'eau des usages quotidiens : boisson, cuisine, ménage, hygiène...) dans la capitale belge. Le parti pris de cette exposition fut d'essayer de mettre en lumière « tout » ce qui avait été historiquement nécessaire pour qu'aujourd'hui on oublie, ou à tout le moins qu'on ne prête plus attention à l'eau dans notre vie de tous les jours. En d'autres mots, il s'agissait de montrer comment l'eau est devenue une telle évidence... qu'on ne la questionne plus.

¹ Mieux connu sous le nom de La Fonderie, le Musée est installé au cœur du quartier populaire du Vieux Molenbeek, au centre de la ville, dans les bâtiments de l'ancienne Compagnie des Bronzes, une fonderie d'ouvrages d'art qui a fermé ses portes à la fin des années 1970 (voir le site de l'institution : <https://www.lafonderie.be/>). Tandis que les contenus de l'exposition ont été élaborés par une équipe d'historiennes de l'Université libre de Bruxelles (Chloé Deligne, Ananda Kohlbrenner et Sophie Richelle), la mise en scène a été conçue spécialement pour le lieu par l'équipe de scénographes de Ad hoc Studio (Noemi Giovanetti et Jérémy Husquin) et les médiations (manipulations, observations) ont été co-construites avec l'équipe pédagogique du Musée (Luiza Mitrache). Le tout a bénéficié de la supervision expérimentée des responsables des expositions (Françoise Marneffe et Pascal Majerus). L'exposition a été soutenue par Vivaqua et a été récompensée de deux prix scientifiques (Prix Wernaers du FNRS et prix de la diffusion scientifique de l'Université libre de Bruxelles).

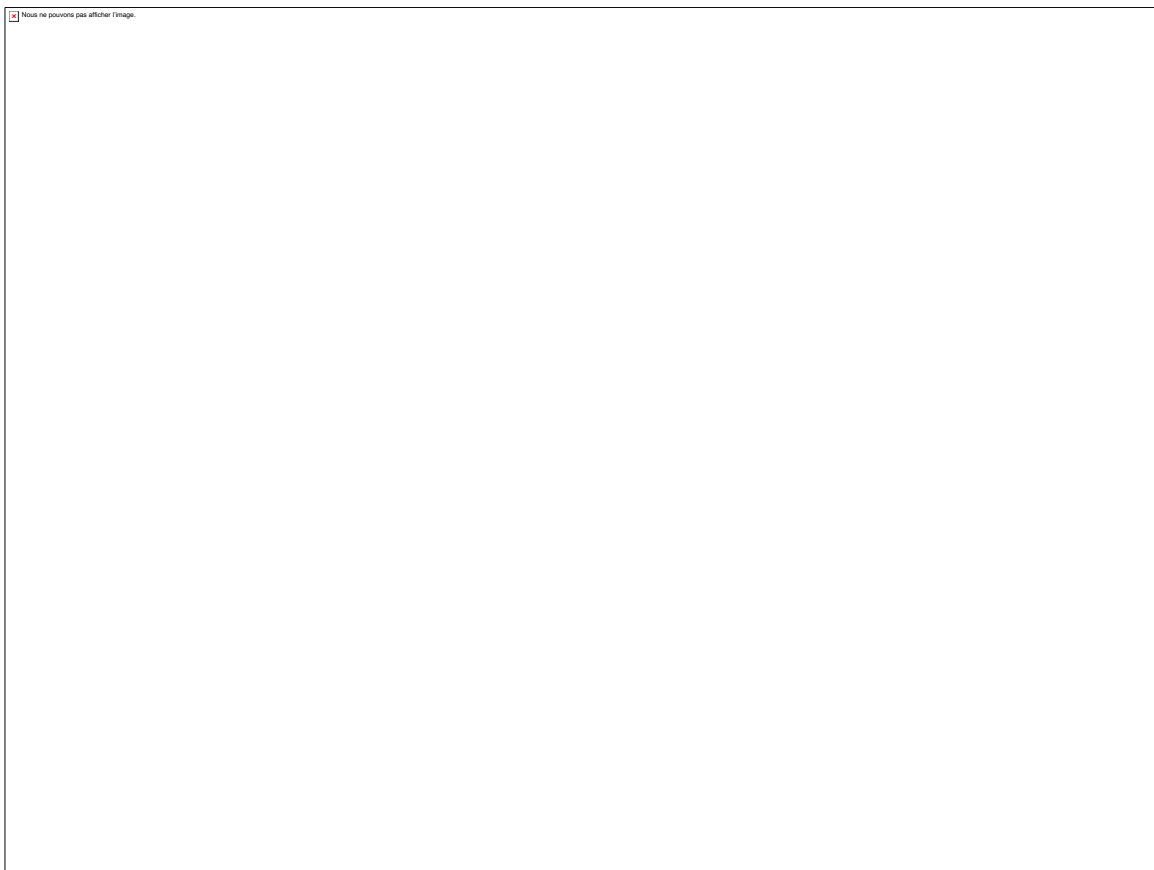


Figure 1 : Une exposition pour rendre l'eau visible (Cliché : C. Deligne)

Parcourant à la fois le fil du temps et le trajet de l'eau « de la source à l'égout », le visiteur ou la visiteuse, enfant, adolescent, adulte, était amené·e à découvrir les nombreuses étapes historiques, tant sur les plans politique, culturel et technique, que scientifique, social et environnemental, qui ont radicalement changé le paysage matériel et immatériel de l'eau à Bruxelles, depuis l'héritage médiéval jusqu'à la période actuelle. L'accent était mis sur l'eau quotidienne (boisson, alimentation, hygiène) mais sans jamais oublier que celle-ci provient toujours d'une « nature » sans cesse travaillée par les sociétés humaines.

Qu'a-t-il fallu pour passer d'un approvisionnement en eau, principalement organisé dans l'espace commun ou public jusque dans un 19^e siècle bien avancé, à un approvisionnement à domicile en principe « pour tous » ? Pourquoi décida-t-on à partir de la seconde moitié du 19^e siècle de se passer des ressources locales pour aller chercher l'eau quotidienne dans des terres lointaines situées à près de 80 km de la ville ? Qu'a-t-il fallu acquérir comme connaissances scientifiques et déployer comme discours et modes d'action politiques pour que l'eau devienne ce bien d'hygiène courante considéré comme indispensable ? Pourquoi le nombre de douches publiques a-t-il toujours été plus élevés pour les hommes que pour les femmes ?

Comment se fait-il que Bruxelles n'ait été pourvue d'aucun système d'épuration de ses eaux usées jusqu'au début du 21^e siècle ? Voici quelques-unes des questions déployées au fil du parcours historique proposé.



*Figure 2 : Ouverture de l'exposition : prendre conscience de nos usages de l'eau au quotidien
(Cliché Jonas Fontaine, La Fonderie)*

Le but de cette brève note n'est pas de décrire par le menu le contenu de l'exposition, qui a été démontée à l'été 2022, mais plutôt de relater ce que la conception d'une telle exposition a pu générer comme réflexion plus distanciée sur l'histoire des rapports entre ville et eaux au cours des deux derniers siècles et, partant, sur les problèmes qui se posent aujourd'hui. Cette perspective de longue durée (cette notion étant bien sûr relative) invite en effet à se demander dans quelle mesure le système « socio-hydrique » actuel, hérité des choix faits depuis la fin du 19^e siècle n'est pas en train de craquer.

L'EAU VIENT DE LOIN...

Comme dans de très nombreuses villes, l'eau quotidienne des Bruxellois·es, celle utilisée dans les tâches ménagères ou pour l'hygiène corporelle ou du linge, provient « de loin ». En effet, à Bruxelles, seuls 2% à 3% des eaux consommées sont puisées à des ressources locales,

en l'occurrence grâce à des captages opérés sous le massif forestier situé dans la zone sud du territoire régional. Les 97 à 98% restant proviennent de différentes régions de Wallonie, soit de captages souterrains réalisés à 60, 70 voire 80 km de Bruxelles entre 1899 et 1968, soit des eaux de surface venues de la Meuse, captées à 80 km entre Namur et Dinant et traitées dans une usine de potabilisation. Cette dernière fut construite en 1972, à l'époque où la perspective d'un « manque d'eau » inquiétait les autorités qui craignaient toute entrave au progrès de la société de consommation². Aujourd'hui, les eaux de surface de la Meuse assurent environ 40% de la consommation en eau de Bruxelles, tandis que les autres captages wallons en assurent environ 58%. Ainsi, à l'heure actuelle, ce sont en tout environ 60 à 65 millions de mètres cubes d'eau par an qui sont acheminés de la Wallonie jusque Bruxelles.

À plusieurs reprises dans l'histoire, les extensions successives des « tentacules hydriques » de Bruxelles ont suscité des tensions avec les communes où ceux-ci s'arrimaient. À la fin du 19^e siècle, par exemple, les prises d'eau de la Compagnie bruxelloise suscitèrent pétitions et oppositions non seulement de propriétaires expropriés mais aussi d'industriels de certaines petites vallées encore grandement dépendantes de l'énergie hydraulique qui craignaient une baisse du régime des eaux de leur rivière. Au milieu du 20^e siècle, de nouveaux captages provoquèrent des affaissements d'immeubles dans le Hainaut et conduisirent la compagnie à devoir indemniser de nombreux habitants. Durant les années 1960 à 1980, dans le contexte des conflits entre communautés linguistiques et de la fédéralisation de l'État belge, les flux d'eau ont constitué une pierre d'achoppement entre les entités fédérées (Flandre, Bruxelles et Wallonie) en raison d'une volonté de la Wallonie de taxer les captages bruxellois effectués dans son sous-sol. La cause, portée devant les tribunaux, fut perdue par la Wallonie³. La métropolisation des ressources en eau ne s'est donc pas déroulée sans heurts.

Aujourd'hui, sous les effets du réchauffement climatique, les ressources en eau sont partout mises sous pression. En Belgique, s'il pleut toujours autant à l'échelle annuelle, les épisodes de sécheresses ou de pluies intenses deviennent plus fréquents. Les captages souterrains de la compagnie bruxelloise semblent jusqu'ici relativement peu affectés par ces modulations pluviométriques, en revanche, les étiages plus prononcés de la Meuse pourraient entraîner des

² Chloé Deligne, « Les dessous de l'eau quotidienne à Bruxelles. Une longue histoire », *Les Cahiers de La Fonderie*, 54, 2023, pp. 10-21.

³ Ces épisodes sont bien analysés dans la thèse de doctorat de Pierre Cornut, *La circulation de l'eau potable en Belgique et à Bruxelles. Enjeux de la gestion d'une ressource naturelle*, Thèse en Sciences géographiques, Université Libre de Bruxelles, 1999, pp. 199-203.

restrictions ponctuelles plus fréquentes. Ce constat a poussé Vivaqua à investiguer des pistes de diversification de ses approvisionnements et notamment la possibilité d'exploiter le socle aquifère profond, situé sous les sables de Bruxelles⁴. Ainsi, comme un retour de l'histoire, elle se préoccupe, pour la première fois depuis les années 1880, d'un approvisionnement local.

Dans le même temps, plusieurs initiatives associatives bruxelloises cherchent elles aussi à redécouvrir les potentialités des ressources locales, notamment des sources, qui ont été le plus souvent perdues ou abandonnées dans le processus d'urbanisation, et sont aujourd'hui, pour la plupart, directement rejetées aux égouts⁵. S'il y a évidemment bien loin de la source aux lèvres (ou à la douche), cette sensibilité nouvelle aux eaux oubliées du territoire bruxellois constitue l'amorce d'une réflexion sur la relocalisation de certains usages.

DES INFRASTRUCTURES LOURDES À PORTER

Parallèlement à ces premières réflexions sur l'approvisionnement, on assiste depuis une vingtaine d'années à des transformations importantes dans l'organigramme des acteurs responsables de la gestion de l'eau en Région bruxelloise. Parmi ces changements, il faut noter que la Compagnie bruxelloise intercommunale de Eaux (CIBE), c'est-à-dire la société publique historique de distribution d'eau à Bruxelles, fondée en 1891 et dénommée Vivaqua depuis 2006, a repris à son compte la gestion de la collecte des eaux usées (autrement dit des égouts) autrefois assurée par chaque commune⁶. Par ailleurs, la Société bruxelloise de Gestion des Eaux (SBGE), une société publique créée en 2001, a été chargée de la gestion directe de la station d'épuration située à l'amont de la ville (inaugurée en 2000) et de sous-traiter, via un partenariat public-privé avec une filiale du groupe VEOLIA, l'exploitation de la station Nord, opérationnelle depuis 2007.

⁴ Pauline Deglume, « Vivaqua va encore diversifier sa production d'eau », *L'Écho* [En ligne], 06/10/2021.

⁵ Sarah de Sloover, « 'Citizens Scientists' ontdekken al minstens 150 bronnen in Brussel », *Bruzz* [En ligne], 15/07/2021.

⁶ Pour rappel, la Région bruxelloise est l'une des trois Régions du pays au même titre que la Flandre et la Wallonie. Elle est constituée de 19 communes parmi lesquelles la commune de Bruxelles et 18 autres et compte environ 1,2 millions d'habitants (sans compter les personnes non-inscrites au registre national).

Ces transformations découlent de deux nécessités : le respect des réglementations européennes d'une part et une meilleure intégration des politiques de l'eau à un niveau régional d'autre part.

Les exigences européennes en matière de qualité des eaux de surface ont en effet imposé de nouvelles normes et obligé la Région à rattraper son retard en matière d'épuration des eaux, notamment l'obligation de construction de stations d'épuration. L'une, la station sud, a été mise en route en 2000, et l'autre, la station nord, en 2007. La station-sud, directement gérée par la SBGE, renommée Hydria aujourd'hui, a nécessité des mises à niveau techniques afin d'intégrer de nouveaux traitements en phase avec les exigences environnementales européennes. Cette tendance à la remise à niveau régulière des procédés d'épuration ne devrait pas fléchir, et avec elle la perspective de coûts de plus en plus lourds à supporter pour assurer la qualité des eaux de surface.

Or dans le même temps, les directives européennes ont également imposé le principe du « pollueur-payeur »⁷, qui voudrait que le coût de la dépollution des eaux, de leur épuration, soit entièrement supporté par les consommateurs. Ce principe est sans cesse mis à l'épreuve des spécificités de chaque territoire et de son système « socio-hydrique » souvent liées à des choix historiques. Par exemple, on peut se demander si c'est aux consommateurs d'eau bruxellois à payer l'épuration des eaux de pluie ou des eaux parasites (eaux de source, eaux souterraines) qui se mélangent directement aux eaux usées dans un réseau d'égout unitaire où elles constituent près de la moitié des volumes d'eau traités (44%). Au-delà de son caractère controversé et critiquable à bien des égards, ce principe induit une augmentation mécanique du prix de l'eau facturé au consommateur à mesure que des investissements doivent être consentis dans les infrastructures de collecte et d'épuration, et que les normes environnementales deviennent plus strictes⁸.

S'ajoute à cela le fait qu'en reprenant à sa charge le réseau d'égout autrefois géré par les communes bruxelloises (cf. supra), Vivaqua n'a probablement pas mesuré l'ampleur et le coût

⁷ La directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 stipule dans son article 9 que « La récupération des coûts et services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources associées aux dégradations ou aux incidences négatives sur le milieu aquatique soit pris en compte conformément, en particulier, au principe du pollueur-payeur ».

⁸ Sur ce point, voir Xavier May, « Le prix de l'eau à Bruxelles ne respecte pas le principe du pollueur-payeur », *Brussels Studies* [En ligne], n°185, 15 octobre 2023.

de la tâche qui l'attendait. Le réseau dont elle a hérité s'est en effet avéré complètement vétuste et délabré. Sa nécessaire rénovation a conduit à un endettement colossal de la société publique, qui s'élève aujourd'hui à près d'un milliard d'euros⁹, l'obligeant de ce fait à augmenter « le prix de l'eau » répercuté sur la facture du consommateur.

En réalité, ce n'est donc pas tant la distribution d'eau mais la collecte et l'épuration des eaux qui constituent aujourd'hui les causes majeures de l'endettement de la société publique et de l'augmentation substantielle du prix de l'eau à Bruxelles. Celui-ci a augmenté de 15% en 2022 et de 14,5% supplémentaires en 2023. Il augmentera encore de 4% en 2024.

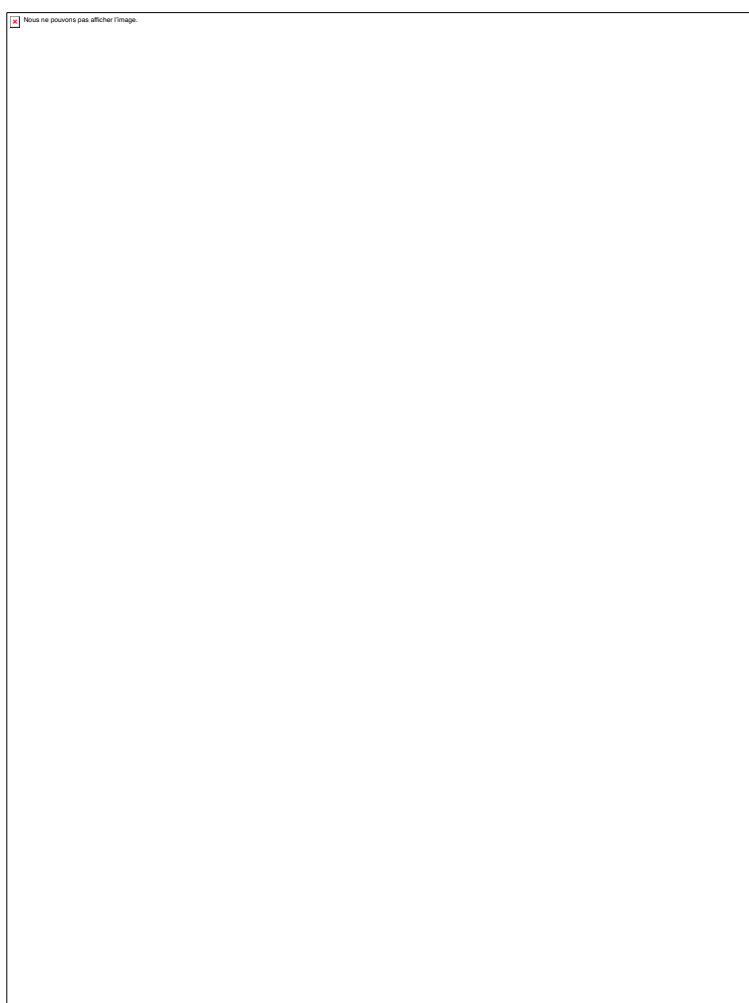


Figure 3 : La lumière au bout des égouts ? Une animation « tous à l'égout » proposée dans l'exposition « Oh ! Ça ne coule pas de source » (Cliché : Jonas Fontaine, La Fonderie)

LA PAUVRETÉ HYDRIQUE VS LA DISPARITION DES COMMUNS HYDRIQUES

⁹ Julien Thomas, « Le cri d'alarme de la patronne de Vivaqua : 'Notre niveau d'endettement a atteint son niveau maximum' », *Le Soir* [En ligne], 04/07/2023.

Or, l'impossibilité pour les ménages de faire face aux dépenses en eau est une des raisons pour lesquelles la « pauvreté hydrique » est en croissance très nette à Bruxelles. Une étude publiée en 2021 estime qu'à minima 8% de la population bruxelloise, soit environ 100 000 personnes, sont concernés par un accès difficile ou insuffisant à l'eau de tous les jours¹⁰. La réalité se situe sans doute bien au-delà. Cette situation concerne les personnes qui ont un logement mais sont en difficulté financière, celles qui ont un logement vétuste ou défaillant du point de vue des installations sanitaires, et aussi, bien sûr, les personnes qui n'ont pas de logement stable ou pas de logement du tout. Bien que difficile à établir, le nombre de personnes sans-chez-soi est en augmentation depuis plusieurs années à Bruxelles. Les dénombrements effectués chaque automne par BrussHelp, le service chargé de coordonner l'aide d'urgence et d'insertion des personnes sans-chez-soi, ne trompent pas : le nombre de personnes dénombrées en rue a quadruplé depuis 2008 et augmenté de plus de 18% rien qu'entre 2021 et 2022¹¹.

Or, l'absence de logement complique inmanquablement l'accès à l'eau puisque le processus historique de raccordement du logement à l'eau qui a débuté en 1855 à Bruxelles, s'est accompagné d'une disparition progressive des infrastructures publiques d'accès à l'eau en dehors du logement (bien que cette disparition n'ait pas été un phénomène linéaire). Globalement, en ce qui concerne les points d'approvisionnement en eau ménagère (fontaines, puits publics, pompes) on peut distinguer deux phases de disparition : l'une dans la deuxième moitié du 19^e siècle a concerné le centre urbanisé de Bruxelles, la seconde, dans les années 1950-1960, a touché les communes adjacentes et périphériques¹². En ce qui concerne l'histoire des lieux publics de l'hygiène personnelle, autrement dit les bains publics ou les bains-douches, la phase principale de leur déploiement, entre les années 1950 et 1980, a été presque aussi brève que celle de leur disparition qui s'est déroulée entre 1980 et 2000 environ¹³.

10 Xavier May et al., « Formes, facteurs et importance de la vulnérabilité hydrique dans une métropole européenne », *EchoGéo* [En ligne], 57 | 2021, mis en ligne le 15 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/22098>.

11 BrussHelp, *Dénombrement des personnes sans-chez-soi en Région de Bruxelles-capitale*, 7^e édition, 8 novembre 2022, [En ligne], 2023. https://brusshelp.org/images/Rapport_denombrement_2022_FR.pdf

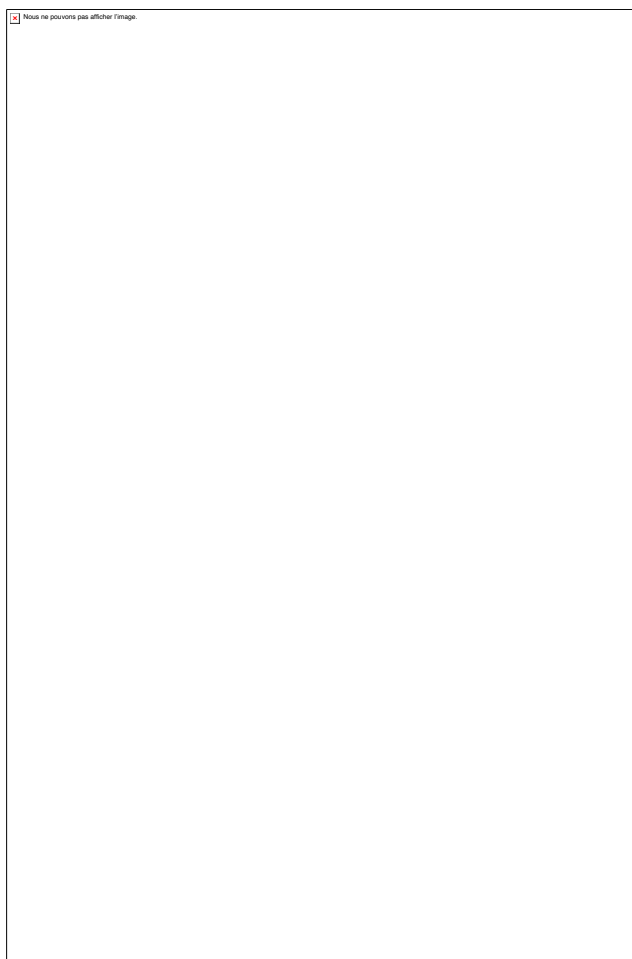
12 Pauline Bacquaert, « Les fontaines d'eau potable à Bruxelles. Déserts et dégels », *Les Cahiers de La Fonderie*, 54, 2023, pp.58-65.

13 Sophie Richelle, *Bains publics. Se laver en ville (1850-2000)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2023 [En ligne].



*Figure 4 : les bains-douches de l'école de la cité-jardin de La Roue à Anderlecht (1939).
Désaffectés depuis les années 1980.*

Ainsi, les lieux publics d'accès à l'eau d'hygiène, qui existaient dans de nombreuses communes centrales de Bruxelles (Anderlecht, Bruxelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek, Ixelles), soit au sein des piscines, soit au sein de certaines écoles, ont presque tous disparu, les derniers lors de la crise du Covid. À l'heure actuelle, seule la commune de Bruxelles maintient encore un service de douches publiques, dans le quartier populaire des Marolles. Mais la fermeture programmée du service pour rénovation suscite beaucoup de craintes parmi les usagers et observateurs.



*Figure 5 : Attente devant les baignoires de l'école n°10 rue Ransfort à Molenbeek en 1990. Ces douches publiques ont été fonctionnelles jusqu'en 2020 mais ont été fermées durant la crise du Covid et n'ont pas été rouvertes depuis
(Cliché Luis Antonio Muñoz Valenzuela, La Fonderie, 01/10/1990).*

Le secteur associatif qui a pris le relais tant bien que mal depuis les années 2000, en offrant davantage de lieux dédiés à l'hygiène, ne peut actuellement faire face à la demande et est contraint de mettre en place des procédures de contingentement.

Les lieux de « convivialités de l'eau » ont donc progressivement disparu de l'espace public au cours des dernières décennies du 20^e siècle, au profit de l'idée d'un confort de l'eau qui ne se consommerait qu'au sein du logement, dans la cellule familiale. En réalité, la jouissance d'une eau facile à domicile pourrait ne correspondre qu'à une phase relativement courte de l'histoire. Les données disponibles rappellent en effet que « l'évidence » de l'eau chez soi est récente puisque c'est dans les années 1960 que 90% des logements furent raccordés à l'eau dans l'ensemble des communes bruxelloises, et dans les années 2000 que 90% des logements

furent équipés d'une salle de bain (fig. 6)¹⁴. Mais en 2020, pour bien des Bruxellois.es, l'évidence de l'eau est très éloignée du vécu.

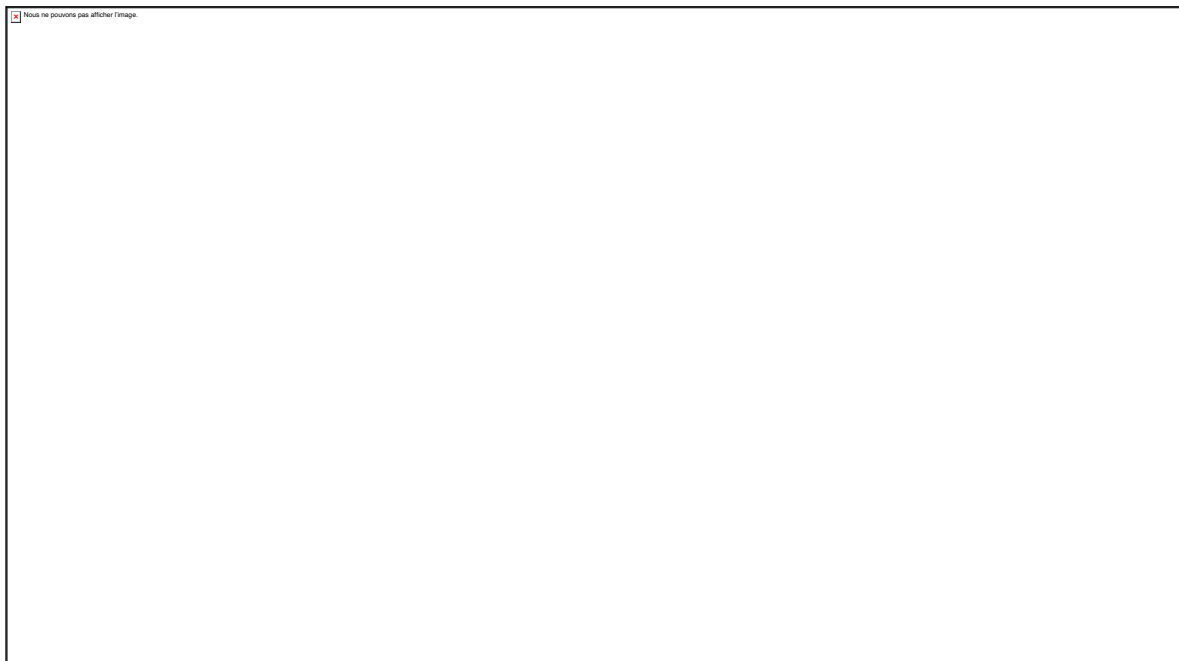


Figure 6 : Taux de logements équipés d'une salle de bain dans les 19 communes bruxelloises

UNE NOUVELLE PHASE HISTORIQUE ?

Ce regard de longue durée sur les réalités de l'accès à l'eau permet de penser que c'est l'ensemble du système socio-hydrique bruxellois qui se fissure aujourd'hui. L'endettement de la société publique gestionnaire des eaux, le désir de relocaliser, même à la marge, certaines ressources et usages, la disparition des possibilités d'accès à l'eau en dehors du logement alors qu'une grande partie de la population bruxelloise se paupérise et que les personnes sans-chez-soi sont de plus en plus nombreuses... laissent penser qu'une nouvelle phase historique est en train de s'ouvrir. Sans vouloir conjecturer sur les formes qu'elle prendra, elle sera nécessairement en rupture tant avec la période des Trente Glorieuses, qui pariait sur l'abondance à tous les étages, qu'avec la période néo-libérale qui a vendu un peu vite l'idée de l'évidence de l'eau à la maison.

¹⁴ Chloé Deline, « De l'eau dans la maison ? Pas si vite ! L'équipement sanitaire dans le logement bruxellois depuis le 19^e siècle », *Les Cahiers de la Fonderie*, 54, 2023, pp. 45-50.